

L'Argentine, en défaut, applique une politique à la Roosevelt

Argentine Le nouveau Président lance sa politique pour redresser le pays. Interview du spécialiste Xavier Dupret.

Depuis vendredi dernier, l'Argentine est en "défaut sélectif" : elle a annoncé que 9 milliards de dollars qui devaient être payés en janvier pour le remboursement de sa dette ne le seront qu'au mois d'août. "Mais pourra-t-elle payer cette somme en août?", demande Xavier Dupret, économiste à la Fondation Jacquemotte et spécialiste de l'Argentine. Interrogé par *La Libre Belgique*, il n'a aucun doute: "On se dirige vers un processus de renégociation de la dette."

Ces 9 milliards de dollars sont dus à des prêteurs privés qui, pour l'essentiel, avaient été contactés par le président ultra-libéral Mauricio Macri qui a cédé la place, le 10 décembre dernier, au péroniste de gauche Alberto Fernandez, vainqueur de la présidentielle précisément en raison de l'échec de la politique économique de son prédécesseur. C'est pour honorer les remboursements dus à ces prêteurs privés que l'ex-président Macri avait demandé un prêt au FMI (Fonds monétaire international) – et l'avait obtenu, en dépit des habitudes de l'institution financière lorsqu'un prêt lui est demandé pour en rembourser d'autres. La dette extérieure argentine est passée, sous Macri, de 52,6% à 88,5% du PIB national.

Il n'y a plus de dollars en caisse

"Le président Fernandez a dit lui-même, dans une interview parue ce week-end, qu'il n'y avait plus de dollars dans les caisses. Cette crise est presque comparable à celle de 2001, demeurée dans les annales, poursuit M. Dupret. À l'époque, le taux de pauvreté des Argentins dépassait les 50%; aujourd'hui, après quatre années de régime libéral, il atteint 40%. En 2001, le défaut était total: on ne payait plus les remboursements; cette fois, on dit qu'on paiera plus tard, mais tout le monde sait que Buenos Aires n'aura pas de quoi payer en août."

L'économiste souligne que "selon le ministère argentin des Finances, la dette publique s'élève à 337 millions de dollars (dont 97 contractés sous Macri), dont 75% sont libellés en dollars et 60% assortis de contrats émis dans des juridictions étrangères (essentiellement des États-Unis) pour trancher en cas de litige. Cela va poser un gros problème parce que, par exemple, la loi belge sur les fonds vautours ne pourra s'appliquer que partiellement. En effet, si un juge des États-Unis décide qu'on ne paiera pas des débiteurs de l'Argentine parce que l'État argentin n'arrive pas à satisfaire tous ses créanciers, il fera pression sur les banques pour que ceux des débiteurs qui avaient accepté un accord de restructuration ne soient pas payés non plus. Avant les fonds vautours, on pouvait se contenter d'obtenir un accord avec une bonne majorité de ses débiteurs; aujourd'hui les

fonds vautours l'empêchent, en obtenant aux États-Unis des jugements qui leur donnent ce moyen de pression. Et le résultat, ce sera que l'Argentine sera à nouveau en défaut. Retour à la case départ", explique M. Dupret.

Face à cela, le gouvernement du président péroniste Alberto Fernandez tente de prendre des mesures qui relancent l'économie.

D'abord, renégocier la dette. "On sait qu'il va le faire, analyse Xavier Dupret, parce que son ministre de l'Économie et des Finances, Martin Guzman, a dit à plusieurs reprises qu'il en était partisan. Sans surprise, d'ailleurs: cette dette est un étouffoir, tous les moyens du pays passent au remboursement." M. Guzman était jusqu'à il y a peu un des collaborateurs du prix Nobel de l'Économie, Joseph Stiglitz, à l'Université de Columbia (New York).

Taxer les exportations agricoles

Buenos Aires a annoncé la hausse des taxes à l'exportation agricole, de 30% pour le soja – pour lequel l'Argentine est leader mondial –, 12% pour le maïs et le blé, afin d'engranger plus de liquidités. Une mesure qui touchera les grands propriétaires terriens.

Alors que le contrôle des changes est maintenu, un impôt est annoncé sur les actifs financiers détenus à l'étranger par des Argentins. Cela touchera les classes moyennes supérieures, qui ont l'habitude d'épargner en dollars à l'étranger pour s'acheter une voiture, une maison, des vacances, etc.

En outre, les achats de devises seront taxés à 30% pour décourager l'épargne en dollars, tandis que les impôts sur l'épargne en pesos argentins seront supprimés.

"Une loi d'urgence alimentaire va être votée, ajoute notre interlocuteur, alors qu'il y a de plus en plus de malnutrition dans ce pays qui compte à présent 40% de pauvres, alors qu'il produit 10 fois plus d'aliments qu'il n'en consomme! La majorité est exportée, ce qui fait de l'Argentine une réserve alimentaire pour le monde – et explique pourquoi elle arrive toujours à renégocier sa dette."

Une prime exceptionnelle de 10000 pesos (150 euros) sera octroyée aux retraités touchant les pensions les plus basses.

"Enfin, le gouvernement annonce une relance des investissements publics, essentiellement dans les infrastructures. Le besoin d'infrastructures est réel: l'Argentine est le huitième pays le plus étendu du monde, avec 2,8 millions de km²"; à titre de comparaison, le Congo-Kinshasa ne vient qu'à la onzième place, avec 2,3 millions de km². "Bref: le président Fernandez fait du Roosevelt", résume l'économiste.

Mais réussira-t-il ce qu'avait réussi l'auteur du New Deal, dans les années trente?

"Cela dépend de la capacité de Buenos Aires d'obtenir, d'ici 2021, un allègement de la dette, qu'il s'agisse de reports de paiements ou d'abandons de parties du capital de la dette", analyse Xavier Dupret.

MFC

EN BREF

Serbie

Six migrants, dont deux enfants portés disparus

Six migrants, dont deux enfants, ont disparu après le naufrage de leur bateau sur le Danube en Serbie. Leur bateau a chaviré lundi matin à hauteur du village de Karavukovo, dans le nord du pays. Les corps de deux femmes auraient été repêchés. Le Danube dessine une frontière naturelle entre la Serbie et la Croatie que de nombreux migrants tentent de franchir pour échapper aux contrôles terrestres et atteindre l'UE. (Belga)

Chine

L'union homosexuelle légalisée?

L'éventuelle légalisation du mariage homosexuel figure parmi les principales suggestions faites par les Chinois aux législateurs de leur pays pour amender le code civil, a révélé un porte-parole du Parlement à Pékin. L'opinion de la population a été sollicitée en novembre, sur Internet, par la commission des Affaires juridiques de l'Assemblée populaire nationale, dans la perspective d'une réunion prévue la semaine prochaine en vue de discuter des mises à jour du Code civil. (AFP)

Bosnie

Le nouveau gouvernement validé après 14 mois de blocage

Quatorze mois après les élections d'octobre 2018, le Parlement de Bosnie a approuvé lundi un nouveau gouvernement, ouvrant la voie à la reprise des réformes requises pour devenir membre de l'Union européenne et à des pourparlers sur un nouvel accord avec le Fonds monétaire international. (AFP)

Arabie saoudite

Meurtre Kashoggi : 5 peines de mort

La Turquie et des organisations des droits humains ont vivement critiqué lundi le verdict de la justice saoudienne sur le meurtre, en octobre 2018, du journaliste Jamal Kashoggi. Cinq Saoudiens ont été condamnés à mort pour le meurtre brutal du journaliste saoudien dans l'enceinte de son consulat à Istanbul par un commando d'agents venus de Ryad. Deux des principaux suspects, un conseiller royal et un chef du renseignement, ont en revanche été disculpés par un tribunal de Ryad selon un communiqué du procureur général saoudien. (AFP)

Russie

Poutine inaugure la liaison ferroviaire controversée avec la Crimée

Vladimir Poutine a inauguré lundi la voie ferrée reliant la Crimée à la Russie continentale, un nouveau pied de nez à l'Ukraine et à l'UE, Moscou ayant annexé la péninsule en mars 2014. La voie de chemin de fer emprunte le nouveau pont reliant depuis mai 2018 la péninsule de Kertch, en Crimée, à celle de Taman, dans le sud de la Russie. L'ouvrage limite le passage des navires dans le détroit de Kertch vers les ports ukrainiens de la mer d'Azov, a rappelé le porte-parole du chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell. (AFP)